

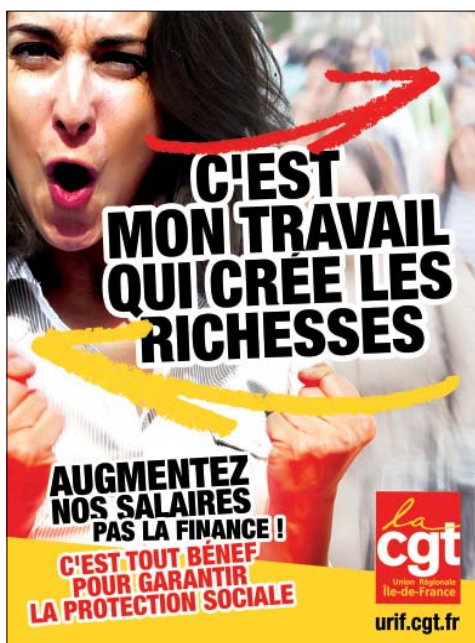
La Sécu c'est notre bien à tous ! L'austérité nous plonge dans la crise : ça suffit !

La situation est de plus en plus difficile pour les salariés, la majorité de la population. Forte hausse du chômage, de la précarité, aggravation de la pauvreté et des inégalités...

Le pouvoir confirme le « cap de l'austérité » dans ses choix économiques. Ainsi, à la fin août, le premier ministre fut applaudi par le grand patronat à l'université d'été du MEDEF. En effet, le gouvernement maintient son objectif : mise en place du pacte de responsabilité ! : 35 milliards de cadeaux aux employeurs (suppression des cotisations sociales branches familles) et 50 milliards « d'économies » sur les budgets publics ! La CGT réaffirme son opposition résolue au pacte de responsabilité qui va encore aggraver la crise ! D'autres organisations syndicales également.

Des plans d'économies de plusieurs milliards d'euros sont annoncés au détriment des dé-

penses de santé, des hôpitaux, du remboursement des médicaments, blocage des salaires et remise en cause de services publics, gel des pensions et baisse de revenu pour de nombreux retraités...



Cela est inacceptable alors que les employeurs bénéficient déjà de plus de 220 milliards d'exonérations ou d'aides publiques : ni l'emploi, ni la formation n'en bénéficient mais cela gonfle les profits des entreprises et les dividendes versés aux actionnaires ! Au 1^{er} semestre 2014, les dividendes versés aux actionnaires du « CAC 40 » ont augmenté de +30 % (dividendes versés en 2013 : 218 milliards d'euros !). C'est la démonstration que l'argent existe, et qu'il faut une autre répartition et utilisation des richesses !

C'est dans ce contexte que va s'ouvrir à l'Assemblée nationale le débat sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale. La CGT considère que les salariés doivent être informés et intervenir pour exiger des mesures immé-

Manifestation interprofessionnelle

Jeudi 16 octobre - 13h00
Place de la Nation



diates pour l'augmentation des salaires, le pouvoir d'achat, l'emploi et ainsi relancer la croissance et contribuer au financement de la protection sociale ! Il faut se mobiliser, car le patronat profite d'une situation où le gouvernement est à «son service» pour en demander toujours plus : déréglementation du temps de travail (dimanche et travail de nuit), attaque contre le SMIC, remise en cause des représentants des salariés dans les entreprises. Ces projets sont dangereux, inacceptables. Ils ne répondent qu'aux seules attentes du patronat !

Jeudi 16 octobre : journée nationale d'actions et de grève, et manifestations unitaires :

Tous ensemble pour :

- Gagner une sécurité sociale de haut niveau ! Pour stopper les exonérations de cotisations sociales accordées aux employeurs et soumettre à cotisations les revenus issus de la participation et des plans d'épargne d'entreprise.
- Faire contribuer les revenus financiers des entreprises à hauteur des cotisations salariales.
- Favoriser l'emploi stable, combattre la précarité, augmenter les salaires et porter le SMIC à 1700€, combattre le travail illégal : autant de ressources en plus pour la sécu !
- En finir avec l'austérité qui nous enfonce dans la crise !

Jeudi 16 octobre : pour dire non aux politiques d'austérité, au pacte de responsabilité et exiger des mesures immédiates pour le progrès social, défendre et améliorer notre protection sociale.

**Manifestation interprofessionnelle.
Départ 13h. Place de la Nation à Paris**

Pour le progrès social, la CGT propose :

- Porter le SMIC à 1700 Euros brut par mois comme base des grilles de salaires.
- Ouvrir des négociations salariales dans les entreprises.
- Augmenter les salaires, le point d'indice dans la fonction publique, les pensions et les minima sociaux.
- Contrôler les aides publiques aux entreprises.
- Contraindre les entreprises à des alternatives aux licenciements.
- Stopper les suppressions d'emploi et créer des droits nouveaux pour les représentants des salariés des entreprises.
- Développer les politiques publiques et les moyens des services publics.
- Réformer la fiscalité en profondeur, créer de nouvelles tranches d'impôts pour les hauts revenus.
- Ramener l'âge de départ à la retraite à 60 ans pour tous et des départs anticipés pour travaux pénibles.
- Créer un pôle financier public et établir un mécanisme de crédits à taux réduits pour l'investissement productif.
- Taxer les mouvements spéculatifs de capitaux et éradiquer les paradis fiscaux.

Je me syndique à la CGT !

Nom: **Prénom:** **Age:**

Adresse:

..... **Ville:** **Code Postal:**

Tél: **E-mail:**

Entreprise:

Ville et code postal de votre entreprise:

A renvoyer à : Union Régionale CGT Île-de-France 263 rue de Paris, case 455, 93514 Montreuil cedex
Tél.: 01 55 82 88 00 - Fax : 01 48 51 68 97 - Email: urif@cgt.fr - www.urif.cgt.fr

